

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2016

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse	3
Analyse des résultats d'une année à l'autre	
Analyse budgétaire	4
Utilisation des crédits parlementaires	5
Dépenses d'immobilisations corporelles	6
Analyse du risque	6
Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes	7
Déclaration de responsabilité de la direction	8
État de la situation financière	9
État des résultats et de l'excédent accumulé	10
État de la variation des actifs financiers nets	11
État des flux de trésorerie.	12
Notes afférentes aux états financiers trimestriels	13

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Les résultats financiers pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 2016 sont comparables au budget. Il n'y a pas d'éléments exceptionnels et les écarts importants sont attribuables à des différences temporaires ou à des items non-récurrents. Les investissements en immobilisations sont conformes au plan.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 3,6 millions de dollars, ou 14,7 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. La variance positive est principalement attribuable à la hausse des recouvrements de 4,0 millions de dollars et une réduction nette de 0,4 million de dollars tel que décrit ci-dessous :

- Les opérations de location et servitudes ont diminué de 0,5 million de dollars, ou 3 p. 100, pour atteindre 16,8 millions de dollars en raison de revenus de servitudes ponctuels plus élevés en 2015-2016;
- Les frais d'accès aux usagers ont augmenté de 0,1 million de dollars, ou 7 p. 100 pour atteindre 1,7 million de dollars;
- La sous-location du siège social a diminué de 0,2 million de dollars, ou 9 p. 100, pour atteindre 1,7 million de dollars:
- Les revenus d'intérêts sont comparables à l'an dernier et ont atteint 1,3 million de dollars;
- Les recouvrements ont augmenté de 4,0 millions de dollars pour atteindre 5,3 millions de dollars, principalement dus au financement reçu pour les monuments commémoratifs et autres projets;
- Les commandites monétaires sont comparables à l'an dernier à 0,1 million de dollars;
- Autres revenues ont augmenté de 0,2 million de dollars, ou 22,6 p. 100, pour atteindre 0,9 million de dollars.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 7,0 millions de dollars, ou 8,2 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection de la capitale a augmenté de 7,1 millions de dollars, ou 12 p. 100, pour atteindre 65,4 millions de dollars. L'augmentation étant principalement due aux projets de commémorations;
- L'aménagement de la capitale a diminué de 0,2 million de dollars, ou 7 p. 100, pour atteindre 2,6 millions de dollars;
- Les services internes ont augmenté de 0,1 million de dollars, ou 0.5 p. 100, pour atteindre 23,6 millions de dollars dus aux épargnes enregistrées à ce jour du nouveau bail au siège social.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a diminué de 1,6 million de dollars, ou 2,4 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier. La CCN prévoit faire des demandes de financement par l'entremise du processus du budget supplémentaire de dépenses plus tard au courant de l'année financière.

Les résultats selon les principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

- Les crédits pour les charges d'exploitation ont diminué de 1,8 million de dollars, ou 3,8 p. 100, pour atteindre 46,5 millions de dollars, en raison de décalages temporaires entre la réception et l'utilisation des crédits parlementaires;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 0,2 million de dollars, ou 1,4 p. 100, pour atteindre 19,0 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016, il y avait un excédent de 1,8 million de dollars, comparativement à l'excédent de 6,8 millions de dollars pour la même période l'an dernier. L'écart s'explique

principalement par des différences temporaires liées à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires reçus en 2015-16.

B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2016-2017 comprend des éléments exceptionnels tels que les recouvrements pour la construction de commémorations (7,3 millions de dollars), dont 2,7 millions de dollars ont été reconnus comme revenus à la fin du troisième trimestre et 3,4 millions de dollars différés aux années futures. De plus, les gains nets sur cession d'immobilisations corporelles de 11,5 millions de dollars ne se matérialiseront probablement pas au cours de l'année. Dans l'ensemble, les revenus récurrents totalisant 21,5 millions de dollars suivent la même tendance que le budget, ayant atteint 73,2 p. 100 du budget au 31 décembre 2016.

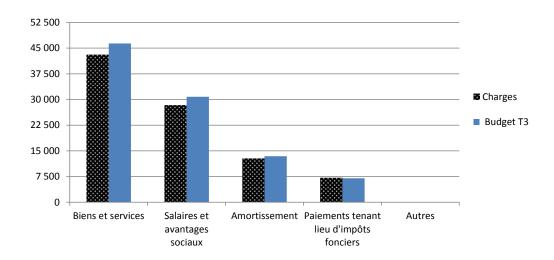
Le tableau suivant démontre que les revenus suivent la même tendance que le budget à ce jour, à l'exception des recouvrements et ce en raison de l'échéancier des versements pour le financement des monuments commémoratifs moins élevé que prévu.

20 000 17 500 15 000 10 000 7 500 5 000 2 5000 0 Revenus Revenus Reconstruction Resconstruction Rescons

Revenus par type (en milliers de dollars)

Le tableau suivant démontre que les charges d'exploitation totalisant 91,6 millions de dollars ont une tendance moins élevée que le budget à ce jour de 97,6 millions de dollars. La variance est principalement attribuable au calendrier des dépenses relatives à la construction de monuments commémoratifs et des projets en fonctionnement, ainsi que le report de deux initiatives du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF) (0,5 million de dollars) aux années futures en raison de leur interdépendance avec le des projets de réalisés en cours d'année. De plus, les salaires démontrent une variance positive de 2,4 millions de dollars en raison des postes vacants.

Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement et ses revenus de différentes sources : crédits parlementaires, opérations de location et servitudes, revenus de placements, frais d'accès aux usagers, recouvrements de coûts, gain net sur la cession d'immobilisation corporelle et autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas applicable.

La CCN a reçu 65,5 millions de dollars, ou 72,6 p. 100 du financement d'appropriations budgétisé pour la période terminée le 31 décembre 2016. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

		Crédits		Budget	
	Budget	parlementaires	%	supplémentaire	Prévision d'ici
Crédits parlementaires	annuel	reconnus *	Reconnus	des dépenses	mars 2017
Crédits pour les charges d'exploitation	67 806	46 480	68,5%	-	20 564
Budget supplémentaire des dépenses	ı	-	-	926	926
sous-total	67 806	46 480	68,5%	926	21 490
Crédits pour les immobilisations corporelles	22 399	19 045	85,0%	-	3 354
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	390	390
sous-total	22 399	19 045	85,0%	390	3 744
Total	90 205	65 525	72,6%	1 316	25 234

^{*}Inclus des revenus différés 2015-16 (crédit pour les charges d'exploitation).

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 31 décembre 2016 (note 10).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

- Les investissements dans les routes et ponts étaient de 1,7 million de dollars, ou 47,3 p. 100 du budget.
- Les propriétés historiques étaient de 8,5 millions de dollars, ou 59,5 p. 100 du budget;
 - Cela inclut le travail de projets sur les résidences officielles et sur les propriétés commerciales sur la promenade Sussex;
- Les propriétés locatives étaient de 2,4 millions de dollars, ou 71,3 p. 100 du budget;
 - O Cela inclut le travail du redéveloppement de 7 rue Clarence ;
- Les propriétés de développement étaient de 1,0 million de dollars, ou 47,7 p. 100 du budget;
- Les actifs verts étaient de 2,5 millions de dollars, ou 62,4 p. 100 du budget;
- Les autres projets étaient de 3,4 millions de dollars, ou 55,2 p. 100 du budget;
 - O Cela inclut principalement les coûts de gestion de projets;
- Les dépenses en équipements, incluant le projet d'optimisation d'entreprise étaient de 1,3 million de dollars, ou 51,9 p. 100 du budget;
- Acquisitions d'immeuble conclue au cours de la période totale 0,6 million de dollars pour une propriété au lac Meech (budget annuel : 12 millions de dollars).

E. Analyse du risque

Dans le cadre de l'examen annuel du profil de risque d'entreprise, la CCN a confirmé trois risques susceptibles d'avoir d'importantes répercussions pour la société d'État.

Capacité

Les risques liés à la capacité font référence à l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux de ressources suffisants, à bénéficier d'un ensemble adéquat de compétences professionnelles et à être résiliente par rapport à un milieu opérationnel en évolution afin de réaliser ses activités et de gérer ses biens efficacement.

La CCN met notamment en œuvre ces stratégies d'atténuation des risques liés à la capacité : continuer de bonifier sans cesse les processus et d'optimiser les activités; établir des priorités et s'adapter à l'évolution des besoins et des contextes financiers; continuer de recourir à des outils servant à conserver la mémoire institutionnelle; et continuer d'améliorer la planification et le contrôle des ressources humaines afin d'attirer, de gérer et de retenir une main-d'œuvre talentueuse.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence se rapportent à l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus.

La CCN met notamment en œuvre ces stratégies d'atténuation des risques liés à la réputation et à l'influence : continuer de mobiliser et mettre en œuvre des communications solides et proactives; poursuivre la sensibilisation au mandat de la CCN et à la valeur qu'elle ajoute à la région de la capitale; voir à exercer une influence proactive sur les projets d'urbanisme et d'aménagement et ceux axés sur la capitale; continuer de tirer profit de partenariats appropriés; présenter des rapports sur la réputation de la CCN; consentir des efforts visant à améliorer l'ouverture et la transparence des activités.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité se rapportent à l'aptitude de la CCN à assurer celle de ses terrains et de ses actifs, de leurs usagers, de ses activités et de son personnel.

La CCN met notamment en œuvre ces mesures d'atténuation des risques liés à la sécurité : poursuivre l'inspection régulière des terrains et des actifs; voir à la mise en place et à l'actualisation de plans de sécurité pour les principaux terrains et actifs, de services de sécurité institutionnelle, de politiques et de marches à suivre sur la santé et la sécurité au travail, et de plans de continuité des activités et de reprise après catastrophe; entretenir et gérer une infrastructure de

sécurité des TI à jour et pertinente; continuer de participer aux initiatives du gouvernement du Canada en matière de planification de la sécurité.

F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Au cours du troisième trimestre de 2016-2017, la CCN a accueilli le nouveau directeur général de l'aménagement de la capitale.

La CCN continue son travail avec la Phase II du projet d'optimisation des opérations – système de gestion des actifs avec la mise en œuvre planifiée pour janvier 2017.

Aucun autre changement important n'est survenu lors de la période se terminant le 31 décembre 2016 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

États financiers non audités Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2016

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels

conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada,

ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements

fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une

image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et

pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

Le directeur général, Services généraux et chef des services financiers

Mark Kristmanson, Ph.D.

Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada Le 20 février 2017

8

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2016	31 mars 2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie (note 3)	88 102	92 648
Trésorerie affectée au train léger sur rail (note 4)	62 949	62 465
Créances		
Ministères et organismes fédéraux	5 894	5 346
Autres	4 157	3 785
Placements (note 3)	19 154	18 987
	180 256	183 231
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères et organismes fédéraux	1 403	4 876
Autres	16 564	14 361
Train léger sur rail (note 4)	59 639	59 800
Provision pour nettoyage environnemental	49 746	50 345
Revenus reportés (note 5)	14 387	12 412
Avantages sociaux futurs (note 6)	4 403	4 551
Autres passifs (note 7)	7 097	1 856
	153 239	148 201
ACTIFS FINANCIERS NETS	27 017	35 030
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 8)	616 785	608 254
Frais payés d'avance	3 840	2 472
Autres actifs non financiers	2 216	2 350
Autes actis non manerers	622 841	613 076
EXCÉDENT ACCUMULÉ	649 858	648 106

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)

(en milliers de dollars)

	2016-2017	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois te	
	Budget annuel	2016	2015	2016	2015
	(note 2)				
REVENUS					
Opérations de location et servitudes	22 508	5 280	5 629	16 835	17 347
Intérêts	2 041	437	450	1 309	1 349
Commandites monétaires	-	-	-	80	124
Sous-location du siège social	2 277	570	588	1 684	1 852
Frais d'accès aux usagers	2 587	286	372	1 696	1 584
Recouvrements	8 453	1 658	529	5 269	1 234
Autres revenus	485	546	351	929	758
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	11 472	-	-	-	-
	49 823	8 777	7 919	27 802	24 248
CHARGES (note 9)					
Aménagement de la capitale	3 053	1 019	976	2 621	2 827
Intendance et protection de la capitale	94 368	22 772	19 951	65 386	58 325
Services internes	32 718	8 247	7 479	23 568	23 455
Services internes	130 139	32 038	28 406	91 575	84 607
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(80 316)	(23 261)	(20 487)	(63 773)	(60 359)
Financement du gouvernement du Canada					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 10)	67 806	16 903	16 825	46 480	48 328
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 10)	22 399	6 836	6 800	19 045	18 781
Cicula partenentario pour les manocinomentos corporentes (note 10)	90 205	23 739	23 625	65 525	67 109
Excédent de la période	9 889	478	3 138	1 752	6 750
Excédent accumulé au début de la période	649 815	649 380	649 391	648 106	645 779
Excédent accumulé à la fin de la période	659 704	649 858	652 529	649 858	652 529

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

(en milliers de dollars)

		Trois mois to	erminés le	Neuf mois terminés	
	2016-2017	31 déce	mbre	31 déce	mbre
	Budget annuel	2016	2015	2016	2015
	(note 2)				
Excédent de la période	9 889	478	3 138	1 752	6 750
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 8)	(47 025)	(9 626)	(8 567)	(21 447)	(22 101)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	17 934	4 340	4 199	12 804	12 755
Perte nette / (gain net) sur la cession d'immobilisations corporelles	(11 472)	110	9	112	(108)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	16 389	-	-	-	119
	(24 174)	(5 176)	(4 359)	(8 531)	(9 335)
Variation des frais payés d'avance	-	3 591	2 049	(1 368)	2 092
Variation des autres actifs non financiers	177	45	44	134	133
	177	3 636	2 093	(1 234)	2 225
Augmentation (Diminution) des actifs financiers nets	(14 108)	(1 062)	872	(8 013)	(360)
Actifs financiers nets au début de la période	37 197	28 079	45 332	35 030	46 564
Actifs financiers nets à la fin de la période	23 089	27 017 46 204		27 017	46 204

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

(en milliers de dollars)

Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
2016	2015	2016	2015
11 576	23 734	45 135	56 158
5 316	6 670	17 705	15 657
828	852	6 758	4 781
(12 572)	(16 006)	(46 504)	(46 255)
(9 396)	(7 266)	(28 404)	(26 560)
626	551	1 647	1 694
(203)			(700)
(3 825)	8 227	(4 262)	4 775
-	-	-	(6 125)
4 564	8 428	18 045	20 409
(9 700)	(9 574)	(17 534)	(19 845)
-	-	-	119
(50)	(18)	(399)	(198)
(5 186)	(1 164)	112	(5 640)
150	152	472	5.12
158			542
- (427)			(205)
` '	` ,	` '	(934)
			650
(28)	139	88	53
(9 039)	7 202	(4 062)	(812)
160 090	157 650	155 113	165 664
151 051	164 852	151 051	164 852
88 102	102 532	88 102	102 532
00 102	104 334	00 104	102 332
62 949	62 320	62 949	62 320
· · · · · ·	31 décer 2016 11 576 5 316 828 (12 572) (9 396) 626 (203) (3 825) - 4 564 (9 700) - (50) (5 186) 158 - (437) 251 (28) (9 039) 160 090 151 051	31 décembre 2016 2015 11 576 23 734 5 316 6 670 828 852 (12 572) (16 006) (9 396) (7 266) 626 551 (203) (308) (3 825) 8 227 4 564 8 428 (9 700) (9 574) (50) (18) (5 186) (1 164) 158 153 (437) (264) 251 250 (28) 139 (9 039) 7 202 160 090 157 650 151 051 164 852	31 décembre 2016 2016 2016 2016 2016 2016 2016 2016

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des évènements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a adopté tous les aspects de la directive.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2016 ainsi qu'avec les états financiers du premier et deuxième trimestre.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs, sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

immobilisations corporelles, les échanges de terrains non réglés, la provision pour nettoyage environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ces estimations.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2016-2017, présentées dans le *Plan d'entreprise 2016-2017 à 2020-2021*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2016, la trésorerie inclut 88,1 millions de dollars (92,6 millions au 31 mars 2016) d'encaisse, investit à un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,1 p. 100 (1,2 p. 100 au 31 mars 2016).

B. PLACEMENTS

Au 31 décembre 2016, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,2 millions de dollars (19,0 millions au 31 mars 2016) investit à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,7 p. 100 (3,8 p. 100 au 31 mars 2016).

(en milliers de dollars)	31 décembre 2016		31 mars 2016		
		Cours du		Cours du	
	Coût	marché	Coût	marché	
Gouvernements provinciaux	19 154	20 275	18 987	20 522	
	19 154	20 275	18 987	20 522	

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 31 décembre 2016, parmi la trésorerie, 45,3 millions de dollars (47,9 millions au 31 mars 2016) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

4. Train léger sur rail

Le tableau suivant présente en détail les sommes reçues au 31 décembre 2016, ainsi que les intérêts gagnés pour la période. Des intérêts de 0,5 million de dollars (0,6 million au 31 décembre 2015) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers «Trésorerie affectée au train léger sur rail » et le poste de passifs «Train léger sur rail ».

Le poste d'actifs financiers « Trésorerie affectée au train léger sur rail » est composé des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

		Somme		
	31 mars 2016	reçue	Intérêts	31 décembre 2016
Dépôt de garantie	50 994	11	386	51 391
Dépôt d'exécution	11 471	-	87	11 558
Total	62 465	11	473	62 949

Au 31 décembre 2016, la CCN a reconnu des revenus qui totalisent 0,6 million de dollars (1,0 million au 31 décembre 2015) afin que la Ville puisse accéder aux propriétés du train léger sur rail, et ce, pour une durée limitée. Le poste de passif « Train léger sur rail » a donc été réduit conséquemment et totalise 59,6 millions de dollars (59,8 millions au 31 mars 2016).

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Revenus de location reportés	7 423	8 278
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	4 390	2 795
Autres revenus reportés	2 574	1 339
	14 387	12 412

Les revenus de location reportés à long terme correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de baux de location de terrains. La valeur actualisée a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068.

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

6. Avantages sociaux futurs

Les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler à la signature de la convention collective, en février 2013. Les indemnités de départ au 31 décembre 2016 représentent l'obligation pour les employés ayant retardé l'encaissement jusqu'à leur départ.

La CCN verse des indemnités pour accidents de travail fixées selon des prestations établies par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario. La valeur de l'obligation au titre des indemnités pour accidents de travail est établie à partir des données actuarielles de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario. La CCN offre des prestations pour congé de maladie à ses employés et estime son obligation en fonction de la probabilité d'utilisation établie selon les données historiques.

L'obligation au titre des indemnités constituées en vertu de ces régimes s'élève à 4,4 millions de dollars (4,6 millions au 31 mars 2016) et elle est présentée dans le tableau qui suit. Ces régimes d'avantages sociaux n'étant pas capitalisés, ils ne détiennent aucun actif et présentent un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs de la CCN et au moyen de ses autres sources de revenus.

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Obligation au titre des indemnités constituées au début de la pér	4 551	3 674
Coût des services rendus au cours de la période	-	1 650
Indemnités versées au cours de la période	(148)	(773)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de la péric	4 403	4 551

7. Autres passifs

Les autres passifs sont composés des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Incitatif de location reporté	5 907	669
Échange de terrains non réglé ¹	1 000	1 000
Expropriation foncière non réglée ²	190	187
	7 097	1 856

- 1. L'échange de terrains non réglé sera conclu lorsque les tiers impliqués seront prêts à recevoir les biens ou les services en vertu de l'entente.
- 2. L'expropriation foncière non règlée est payable sur demande.

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

8. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	COÛT					AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	31 décembre 2016	31 mars 2016	
Terrains ¹	299 736	709	7	300 438	-	-	-	-	300 438	299 736	
Immeubles et infrastructures ²	736 539	18 848	30	755 357	436 365	11 860	35	448 190	307 167	300 174	
Améliorations locatives	12 491	128	787	11 832	9 368	477	677	9 168	2 664	3 123	
Matériel ²	16 910	1 762	-	18 672	11 689	467	-	12 156	6 516	5 221	
	1 065 676	21 447	824	1 086 299	457 422	12 804	712	469 514	616 785	608 254	

^{1.} Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2016) d'expropriation foncière et d'échange de terrains non réglé.

^{2.} Le coût total des immeubles et infrastructures, améliorations locatives et matériel incluent 35,2 millions de dollars (18,2 millions au 31 mars 2016) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

^{3.} Au 31 décembre 2016, aucun actif destiné à la vente n'a été présenté séparément.

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

9. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

(en milliers de dollars)	2016-2017	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	Budget annuel	2016	2015	2016	2015
	(note 2)				
Biens et services	61 790	15 441	11 894	43 129	36 597
Salaires et avantages sociaux	41 082	9 712	9 323	28 380	27 611
Amortissement	17 934	4 340	4 199	12 804	12 755
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	9 333	2 435	2 981	7 150	7 644
Perte nette sur la cession d'immobilisations corporelles		110	9	112	_
	130 139	32 038	28 406	91 575	84 607

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles mais plutôt comme charges et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 31 décembre 2016, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 4,6 millions de dollars (0,4 million au 31 décembre 2015).

10. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	Trois mois ter 31 décem		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation ¹				
Montant reçu durant la période	11 577	23 734	46 480	55 237
Montant reçu d'avance durant la période	-	(6 909)	-	(6 909)
Montant reçu d'une période précédente	5 326	-	-	
	16 903	16 825	46 480	48 328
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles ²				
Montant reçu durant la période	4 564	8 428	19 045	20 409
Montant reçu d'avance durant la période	-	(1 628)	-	(1 628)
Montant reçu d'une période précédente	2 272	-	-	
	6 836	6 800	19 045	18 781
Crédits parlementaires constatés durant la période	23 739	23 625	65 525	67 109

^{1.} En date du 31 décembre 2016 et 2015, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2017 et 2016 totalisaient 66,4 millions et 69,1 millions de dollars respectivement.

^{2.} En date du 31 décembre 2016 et 2015, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2017 et 2016 totalisaient 22,4 millions et 23,6 millions de dollars respectivement.

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

11. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants fournis pour la période précédente ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour la présente période.